

**Nations unies - Guinée Bissau -
BINUGBIS - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 21 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le sous-secrétaire général pour les affaires politiques, M. Zerihoun, et le président de la configuration pays de la Commission de consolidation de la paix, l'Ambassadeur Mauro Vieira pour leurs interventions.

Monsieur le Président,

La France salue les développements positifs intervenus au cours des derniers mois en Guinée Bissau, et notamment la nomination d'un Premier Ministre de consensus en la personne d'Aristides Gomes. Il s'agit d'un premier pas important vers la pleine mise en oeuvre des accords de Conacry, dont nous restons convaincus qu'elle constitue la seule manière de sortir la Guinée Bissau de la crise politique et institutionnelle qu'elle traverse depuis maintenant de longs mois. Je souhaite également saluer le rôle central joué par la CEDEAO et, plus généralement, par le groupe des 5 (la CEDEAO, l'UA, la CPLP, l'UE et les Nations unies) dans l'obtention de ces résultats. Il est crucial que la Guinée Bissau continue à bénéficier d'un fort niveau d'accompagnement régional et international dans les mois et les années à venir. C'est notamment la responsabilité de ce Conseil.

Si les avancées réalisées au cours des derniers mois sont encourageantes, d'autres mesures importantes n'en restent pas moins attendues au cours des prochaines semaines. C'est d'abord et avant tout le cas de la tenue, dans les meilleurs délais, des élections législatives. La France regrette que la date annoncée du 18 novembre n'ait pu être respectée. Elle prend note de l'annonce de la tenue du scrutin le 10 mars. Il importe que les engagements pris soient désormais tenus. Nous y voyons en effet un test important pour jauger de la volonté réelle des différents acteurs d'avancer vers une pleine mise en oeuvre des accords de Conacry. Nous attendons dès lors des autorités bissau-guinéennes qu'elles se mobilisent pleinement dans la préparation technique de ce scrutin, y compris au plus haut niveau. Je pense notamment à la finalisation et à la validation de la liste électorale, opérations qui, pas plus que le recensement des électeurs, maintenant clos, ne sauraient constituer un prétexte pour retarder indéfiniment la tenue de ce scrutin important pour l'équilibre du pays.

Monsieur le Président,

La communauté internationale joue pour sa part tout son rôle pour appuyer le processus électoral à venir, que ce soit à travers l'octroi d'une assistance financière de la part des principaux bailleurs ou encore via le travail d'assistance technique mené respectivement par le PNUD et l'Union européenne. Nos attentes à l'égard des autorités bissau-guinéennes n'en sont que plus fortes. La bonne tenue des élections à venir constitue d'ailleurs à nos yeux un préalable nécessaire avant toute possible évolution sur le volet des sanctions. Je tiens, à cet égard, à féliciter une nouvelle fois les autorités militaires bissau-guinéennes pour la posture de non-ingérence dans les affaires politiques qu'elles observent.

Le rétablissement d'une paix et d'une stabilité durables en Guinée-Bissau passe également, à moyen terme, par des avancées dans d'autres domaines. Je pense tout d'abord au dossier de la révision constitutionnelle, qui doit notamment permettre au système institutionnel bissau-guinéen d'éviter d'être à nouveau le théâtre des blocages constatés au cours des derniers mois. Je pense également à la lutte contre la criminalité organisée et notamment contre le trafic de drogue, qui suppose un engagement résolu des autorités mais également un appui continu de la part de la communauté internationale, et notamment des différents acteurs onusiens présents sur place. Je pense enfin à la réforme du secteur de la sécurité, sans laquelle l'histoire récente a montré qu'il ne saurait y avoir de stabilité de long terme dans le pays.

Enfin, la France a pris bonne note des recommandations du Secrétaire général à l'égard de l'avenir du BINUGBIS, dans le prolongement de la revue stratégique conduite il y a quelques semaines. Nous souhaitons que les réflexions sur ce thème prennent en compte les objectifs de renforcer la portée du rôle de bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général, d'optimiser la coordination entre les différents acteurs de la communauté internationale sur place ou encore d'apporter de la manière la plus efficace le soutien technique dont la Guinée-Bissau a plus que jamais besoin, aujourd'hui et au cours des années à venir.

Monsieur le Président,

Il est encore trop tôt pour savoir si la Guinée Bissau est véritablement engagée sur la voie d'une stabilisation durable. Les prochains mois, et notamment la tenue effective des élections législatives, continueront de nous donner des éléments de réponse à cet égard. Le rôle d'accompagnement de la région et, plus largement, de la communauté internationale et de ce Conseil n'en est que plus important.

Je vous remercie./.